

« Ne laissons pas le terrain à la N-VA »

CD&V Hendrik Bogaert (CD&V) veut pousser son parti à changer de stratégie

► L'ex-secrétaire d'Etat ne refuse pas une réforme de l'Etat en 2019.

► Il plaide pour que le CD&V soit moins centriste et affiche des positions plus tranchées.

ENTRETIEN

Il était secrétaire d'Etat dans le gouvernement Di Rupo. Redevenu simple député CD&V, Hendrik Bogaert s'était fait discret mais revient sur la scène médiatique avec des positions parfois divergentes de son parti, du moins plus affirmées. Notamment quand il appelle à ne pas rejeter une réforme de l'Etat en 2019, alors que son président juge qu'il faut exécuter la 6^e plutôt que d'en préparer une 7^e. Mais Bogaert veut amener les siens à changer de stratégie.

Après un an de silence, vous semblez moins en phase avec votre parti. Cette impression est-elle correcte ou exagérée ?

C'est exagéré. Sur mon blog, je plaide pour recalibrer le positionnement du parti, pour que le CD&V devienne le parti du peuple plutôt qu'un parti du centre. Plutôt que de rechercher le milieu entre les positions des autres partis, je pense que nous devons avoir un positionnement plus accentué, plus clair.

Dans toutes les matières ?

Oui. La N-VA a un rôle trop facile : elle peut adopter des positions plus extrêmes car elle sait que le CD&V sera là pour empêcher que le gouvernement mène une politique asociale. Elle capitalise sur notre dos. Nous devons faire des choix, dire ce que l'on fait et ce que l'on ne fait pas. En matière de santé, il y a des médicaments remboursés et d'autres pas ; en matière de chômage, on a organisé la dégressivité. Et bien, en matière d'asile-migration, il faut respecter la convention de Genève, mais aussi prévoir de

facto un plafond d'accueil des réfugiés, car leur nombre ne peut pas être illimité ; et aussi

organiser plus rapidement le retour de ceux dont la demande d'asile a été refusée.

Votre hiérarchie partage cela ?

En politique, il faut exprimer sa conviction. Et sur le fond, il n'y a pas de différence entre le président Wouter Beke et moi, même sur l'institutionnel car il a dit lui aussi que la 6^e réforme de l'Etat ne serait pas la dernière. Et moi, je dis comme lui que l'on ne négociera pas la fin de la Belgique. La question est : ira-t-on loin ou non ? Mais le confédéralisme de Bart De Wever n'est pas notre vision.

Le CD&V ne vous a pas reproché votre blog dans lequel vous jugez qu'une prochaine réforme de l'Etat est nécessaire ?

Non. Je crois même que j'ai influencé la position du parti. Car, en réaction à Bart De Wever, Wouter Beke a presque re-

jeté, le matin, une nouvelle réforme de l'Etat ; et l'après-midi, il a déclaré que la 6^e réforme ne serait pas la dernière. Pour le reste, on verra les besoins en 2019, notamment si les transferts nord-sud sont encore élevés. Selon moi, il y a toujours deux démocraties en Belgique. Prenez le tax shift : ce que disent PS, Ecolo et PTB est complètement différent du SP.A. Et si on parle compétitivité des entreprises, le PS dit que c'est notre fétiche ! En Flandre, la compétitivité est jugée essentielle par tous. Quant au MR, concernant l'équilibre budgétaire en 2018, il dit "on verra". Autant de signaux qui me font dire qu'on ne doit pas exclure a priori une réforme de l'Etat en 2019.

Doit-on aussi refédéraliser certaines compétences ?

Intellectuellement, je ne suis pas contre. Mais n'en déduisez

pas qu'il y aura une vague dans l'autre sens.

Dire qu'il y a deux démocraties en Belgique, c'est très N-VA...

Oui, mais la N-VA n'a pas le monopole de certains termes. On ne va pas leur laisser un monopole dans certains domaines, comme le communautaire ou l'asile.

Mais êtes-vous tenté de re-

joindre la N-VA ?

Non, pas du tout ! Cela n'a jamais été mon fondement politique. Mais il ne faut pas lui laisser trop de terrain.

Le CD&V doit être plus tranché - le CDH y réfléchit aussi ?

Selon moi, on est trop au centre. Il faut reconstruire l'aile droite, sinon c'est trop facile pour la N-VA. Mais aussi mettre l'accent sur les bonnes réalisations à gauche, comme le fait que le tax shift profite surtout aux plus bas revenus.

C'est une erreur de trop se positionner au centre ?

Je le vois lorsque je participe à des débats dans des écoles : le centrisme, c'est trop vague. Et je vois le centrisme du CDH, qui se bat sur le même terrain que le PS, Ecolo, le PTB, et qui, à mes yeux, devrait élargir le champ politique et électoral tant à gauche qu'à droite. Je ne veux pas que cela arrive au CD&V, car si l'on veut atteindre 20 % et plus, redevenir le premier parti, il faut laisser moins de champ à la N-VA. Pour être le parti du peuple, il faut changer de stratégie.

Un avis entendu en interne ?

Les choses bougent. J'ai eu beaucoup d'impact sur notre positionnement institutionnel, sur l'immigration, j'ai aussi contribué au changement. Et beaucoup de bourgmestres ressentent les choses comme moi. Et puis, il y a les sondages...

Vous craignez les communales de 2018 et l'ambition de la N-VA de vous dépasser ?

Je ne le crains pas, mais c'est clair qu'il va falloir se battre. Si l'on parvient à redevenir un parti du peuple, il n'y a pas encore de raison de paniquer. ■

Propos recueillis par
MARTINE DUBUISSON

« Il ne faut pas laisser un monopole à la N-VA, que ce soit sur le communautaire ou l'asile »

PORTRAIT

Un an de parenthèse

Hendrik Bogaert était secrétaire d'Etat à la Fonction publique dans le gouvernement Di Rupo. Mais son parti, le CD&V, ne l'a pas retenu pour la suédoise. Alors il s'est plutôt retiré des affaires publiques (dans lesquelles il baigne depuis ses 19 ans), du moins s'est fait très discret (même s'il a notamment participé aux débats parlementaires sur le tax shift), en profitant pour « étudier et lire beaucoup » (il cite le livre du psychologue américain Daniel Kahneman sur le fonctionnement du cerveau). « Cela me donne plus de liberté aujourd'hui, d'avoir observé la politique et mon parti de l'extérieur pendant un an. ». Depuis 2016, il a pleinement repris le collier, publiant aussi un blog... qui n'est pas passé inaperçu quand il a diffusé un texte intitulé « De la nécessité d'une nouvelle réforme de l'Etat »... au moment où son président, Wouter Beke, rejetait l'idée d'un nouveau round institutionnel en 2019.

M.A.D.